

Bolivie

<p>Estado Plurinacional de Bolivia (es)</p> <p>Bulibiya Mama Ilaqta (qu)</p> <p>Wuliwya Suyu (ay)</p> <p>Tetã Volívia (gn)</p> <p>État plurinational de Bolivie (fr)</p>	
	
(Détails)	(Détails)
Devise nationale : <i>La unión es la fuerza</i>	
	
Langues officielles	Espagnol, Quechua, Aymara et 33 autres langues
Capitale	La Paz, Sucre ¹
Plus grande ville	Santa Cruz de la Sierra
Forme de l'État - Président de l'État	République parlementaire Evo Morales
Superficie - Totale - Eau (%)	Classé 27 ^e 1 098 581 km ² 1,4%
Population - Totale (Juillet 2008) - Densité	Classé 85 ^e 9 247 816 hab. 8 hab./km ²
Indépendance - Date	de l'Espagne 6 août 1825

La **Bolivie** ou **État plurinational de Bolivie** est un pays d'Amérique du Sud sans accès à la mer entouré par le Brésil, le Paraguay, l'Argentine, le Chili et le Pérou.

Sommaire

1 Histoire

- 1.1 Période précolombienne
- 1.2 La colonisation espagnole
- 1.3 L'indépendance et l'ère des caudillos (1825-1884)
- 1.4 La démocratie « restreinte » (1884-1920)
- 1.5 Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (1952-1964)
- 1.6 Les dictatures militaires (1964-1982)
- 1.7 La libéralisation de l'économie (1985-2000)
- 1.8 Une crise sociale récurrente (2000-2005)
- 1.9 Le mandat présidentiel d'Evo Morales (2006-)
 - 1.9.1 Réformes économiques
 - 1.9.2 La question de l'autonomie départementale
 - 1.9.3 Réforme constitutionnelle
 - 1.9.4 Crise politique et menaces sécessionnistes

2 Institutions politiques

3 Départements

4 Géographie

- 4.1 Frontières terrestres
- 4.2 Types de paysage
- 4.3 Climat

5 Économie

6 Démographie

7 Culture

- 7.1 Musique

8 Codes

9 Notes et références

Gentilé	Bolivien, Bolivienne
IDH (2005)	▲ 0,695 (moyen) (117 ^e 2)
Monnaie	Boliviano (BOB)
Fuseau horaire	UTC -4
Hymne national	<i>Bolivianos, El Hado Propicio</i>
Domaine internet	.bo
Indicatif téléphonique	+591



Carte de la Bolivie

Histoire

Période précolombienne

Avant la conquête espagnole, les Andes étaient habitées par de nombreuses cultures, dont la plus importante fut certainement la civilisation de Tiahuanaco (aussi écrit *tiwanaku*). Au XV^e siècle, les Incas intégrèrent une partie de l'actuelle Bolivie dans leur empire.

La colonisation espagnole

Les Espagnols découvrirent à leur arrivée au XVI^e siècle, une très grande quantité d'argent dans les mines de Potosí. La Bolivie fit d'abord partie de la vice-royauté du Pérou avant de passer sous le contrôle de la

vice-royauté du Río de la Plata. Avant l'arrivée des Espagnols, les hauteurs de la Bolivie étaient peuplées de polythéistes (religion Inca). Les Espagnols y imposèrent graduellement le catholicisme.

L'indépendance et l'ère des *caudillos* (1825-1884)

Les luttes pour l'indépendance débutent en 1809 et celle-ci est acquise en 1825, grâce aux armées de Bolívar, en hommage duquel la Bolivie pris son nom. La Bolivie et le Pérou constituent, sous le nom de Confédération péruano-bolivienne, un seul pays pendant une courte période de temps (1836-1839).

La Bolivie connaît tout au long du XIX^e siècle une période d'instabilité politique, marquée par de fréquents coups d'état et l'intervention fréquente de l'armée qui ne totalise alors pas moins des deux tiers des dépenses publiques de l'État central³. Dans l'ère des *caudillos* qui s'étend sur une large partie du XIX^e siècle, on distingue traditionnellement la période des *caudillos letrados*, courant de l'indépendance de 1825 à 1848, de celle des *caudillos barbaros* (1848 à 1884). Là où les premiers *caudillos* étaient majoritairement issus de la bourgeoisie créole, parfois instruits à l'école militaire espagnole, à l'image des généraux Sucre et Santa Cruz, les seconds, d'origine plus populaire, ne devaient leur position qu'à leur ascension dans la hiérarchie militaire⁴ ; ils sont restés célèbres pour leur cruauté et leur gestion approximative des affaires publiques.

La démocratie « restreinte » (1884-1920)

À l'issue des premiers revers de la guerre du Pacifique (1879-1884) menée contre le Chili, la Bolivie se dote en 1880 d'une 11^e constitution depuis son indépendance ; en 1884 a lieu l'élection du président Gregorio Pacheco qui inaugure une nouvelle période politique, caractérisée par l'instauration d'un corps électoral qui reste toutefois restreint⁵. Un parti conservateur et un parti libéral se structurent, en s'appuyant respectivement sur l'oligarchie minière de l'argent et de l'étain qui deviendra au début du XX^e siècle la principale source de richesse du pays. Le coup d'État « libéral » de 1899 voit s'imposer durablement cette seconde tendance qui tiendra les rênes du pays jusqu'en 1920⁶. Le soulèvement de 1920, initié par le parti républicain, d'inspiration nationaliste, initie une nouvelle période d'instabilité, renforcée par la crise économique consécutive au krach de 1929 ; elle conduit le président Salamanca à engager son pays dans la très meurtrière guerre du Chaco contre le Paraguay, avec lequel un conflit larvé existait depuis le milieu des années 1920⁷.

La défaite consécutive à la Guerre du Chaco ponctue une rétraction constante du territoire bolivien depuis l'indépendance acquise en 1825. La Bolivie perdit ainsi une grande partie de son territoire et son unique accès à la mer dans la guerre du Pacifique contre le Chili. En 1903, elle vendit par ailleurs la région d'Acre au Brésil par le traité de Petrópolis⁸.

Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (1952-1964)

La fin de la guerre du Chaco marque une reprise en main des militaires. Le colonel Toro initie en 1937 la première nationalisation du pétrole en Amérique latine. La période se caractérise surtout par un renouvellement du paysage politique. Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (*Movimiento Nacionalista Revolucionario*), qui sera amené à jouer un rôle pivot dans la vie politique du pays jusque dans les années 1960, est créé en 1941. Malgré l'opposition de l'armée, il accède au pouvoir en avril 1952 après une nouvelle période d'instabilité politique. Il octroie le suffrage universel⁹, entame sous la pression paysanne une réforme agraire en 1953¹⁰ et nationalise, moyennant de fortes indemnisations, les mines des trois principaux « barons de l'étain » du pays¹¹. Sa politique interventionniste s'infléchit progressivement et s'ouvre largement à l'influence des États-Unis dont l'aide représente en 1958 le tiers du budget national¹².

Les dictatures militaires (1964-1982)

En 1964, le coup d'État du général Barrientos ouvre une longue période de dictatures militaires qui ne s'achèvera qu'en 1980. Suivant l'intermède de « gauche » du général Torres (1970-1974)¹³, la dictature du général Banzer (1971-1978) est marquée par l'adoption de la « doctrine de sécurité nationale » qui se traduit par l'interdiction institutionnalisée de toute activité politique et syndicale¹⁴. L'accession au pouvoir du narco-trafiquant Luis García Meza conduit à la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis et contraint les militaires à soutenir un processus démocratique qui porte, après vingt-deux ans de dictatures quasiment ininterrompues, Hernán Siles Zuazo au pouvoir.

La libéralisation de l'économie (1985-2000)

Les différents présidents qui se succèdent à partir de 1985 - Victor Paz Estenssoro, Jaime Paz Zamora, Gonzalo Sánchez de Lozada, l'ancien ministre de l'économie du premier cité, et l'ancien dictateur Banzer - suivront durant une quinzaine d'années une ligne de conduite conforme à l'orthodoxie des institutions financières internationales : lutte contre l'inflation, réduction du déficit budgétaire, réduction du périmètre du secteur nationalisé seront les contre-parties d'un réaménagement de la dette du pays¹⁵.

Une crise sociale récurrente (2000-2005)

En 2000, un gisement de gaz naturel, estimé à 1,58 milliard de mètres cubes, est découvert dans la région de Tarija. Pour construire un gazoduc vers la mer, deux options étaient possibles : soit passer par le Pérou, soit passer par le Chili. Le choix de privilégier la voie chilienne, plus facile du point de vue technique, mais critiquée en raison des ressentiments remontant aux guerres du XIX^e siècle, cristallise un mécontentement social latent qui se traduit par un mouvement protestataire d'ampleur nationale. Son ampleur contraint le président Sánchez de Lozada à démissionner en octobre 2003¹⁶.

L'arrivée au pouvoir du vice-président Carlos Mesa ne stabilise pas une situation sociale explosive. Le 6 juin 2005, suite à de nombreuses manifestations, Carlos Mesa démissionne, laissant sa place au chef du Tribunal Suprême, Eduardo Rodríguez¹⁷. Cependant le retour au calme est fragile, les mouvements populaires, essentiellement Indiens, continuant de réclamer (entre autres) la renationalisation des réserves de pétrole et de gaz du pays, exploitées par des firmes américaines ou européennes.

Le mandat présidentiel d'Evo Morales (2006-)

Evo Morales remporte l'élection présidentielle de 2005 avec 53,7% des voix¹⁸. Le 22 janvier 2006, le congrès le nomme officiellement président ; il devient alors le premier président bolivien d'origine amérindienne depuis le XIX^e siècle et le mandat d'Andrés de Santa Cruz y Calahumana (1829 - 1839). Des élections législatives normalement prévues pour le 4 décembre 2005 sont reportées au 18 décembre 2005 et remportées par le MAS, le parti présidentiel.

Réformes économiques

Le 1^{er} mai 2006, Evo Morales a annoncé par décret la nationalisation des hydrocarbures et la renégociation de tous les contrats des entreprises étrangères dans un délai de 180 jours. L'objectif est que 82% des revenus des hydrocarbures soient réservés à l'État. La compagnie nationale Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB) devient ainsi la seule instance autorisée à commercialiser les hydrocarbures¹⁹. Cette initiative affecte au premier chef la société brésilienne Petrobras.

La question de l'autonomie départementale

Le 2 juillet 2006, se tiennent simultanément un référendum sur l'autonomie départementale et l'élection des

représentants à une Assemblée Constituante²⁰. La décentralisation était une des revendications essentielles des protestations exprimées en 2005 par les mouvements de la région de Santa Cruz. À l'inverse, les mouvements d'origine autochtone dénoncent cette volonté autonomiste, qui servirait selon eux la minorité oligarchique du pays.

Le MAS remporte 55 des 70 circonscriptions uninominales avec 50,7 % des suffrages exprimés au niveau national lors de l'élection de la Constituante. Si le « non », pour lequel le MAS s'était fortement mobilisé, l'emporte largement au niveau national lors du référendum pour l'autonomie départementale (57,6 % des voix), les résultats locaux trahissent la fracture territoriale est-ouest du pays. Les départements de Santa Cruz, Tarija et Pando se prononcèrent en effet largement pour l'autonomie avec respectivement 74,61 et 58 % des voix en faveur du « oui »²¹.



Réforme constitutionnelle

Les travaux de l'Assemblée constituante, présidée par l'indienne quechua Silvia Lazarte, devaient initialement prendre fin en août 2006 ; émaillés de nombreux incidents, ils ont été prolongés jusqu'à la fin de l'année 2007. Les députés du MAS ont approuvé le texte de la Constituante le 9 décembre 2007 à Oruro, en présence de 164 des 255 constituants. Le Podemos n'a pas souhaité prendre part au vote, estimant que l'assemblée n'avait pas réuni les conditions d'un débat démocratique. Un référendum national concernant cette nouvelle Constitution a été convoqué par le président Morales pour mai 2008 mais la Cour électorale a refusé de valider cette convocation, arguant que cette dernière n'avait pas suivie la voie légale²². La nouvelle constitution fut adoptée par voie de référendum le 25 janvier 2009, à 58,7 %, selon un sondage de sortie des urnes d'Ipsos Apoyo pour le quotidien *La Razón* et ATB.²³

Crise politique et menaces sécessionnistes

Les réformes économiques et constitutionnelles mises en œuvre par la majorité présidentielle rencontrent de vives résistances au sein des élites économiques créoles du croissant est du pays qui concentre les principales richesses du pays. Ces dernières ont, depuis le début des années 2000, traduit leur opposition au pouvoir central par des revendications autonomistes voire sécessionnistes, portées par un ensemble d'organisations dont le *Comité civique de Santa Cruz* est l'une des plus actives. Les préfets élus des départements de Santa Cruz, Beni et Pando soutiennent ce mouvement pour une autonomie élargie.

Un référendum portant sur un statut d'autonomie régionale, et déclaré illégal par le pouvoir central, s'est tenu en mai 2008 dans la province de Santa Cruz à l'initiative de son préfet, Ruben Costas²⁴. En réponse à ce qui peut apparaître comme une remise en cause de sa légitimité électorale, le président Morales a décidé de remettre son mandat en jeu lors d'un référendum qui s'est tenu le 10 août 2008²⁵. Morales gagna ce referendum avec 67% des voix²⁶, bien que certains médias d'opposition aient laissé entendre de possibles fraudes de la part de membres du MAS. Ces contestations sont surprenantes, car les sondages à la sortie des urnes effectués par des instituts d'enquête privés, pour le compte de ces mêmes journaux, donnaient sensiblement le même résultat (entre 62 et 64%^{27,28}).

Institutions politiques

La Bolivie est une république parlementaire. Le président, élu tous les 5 ans, est à la fois le chef d'État et le

chef du gouvernement. Il nomme les ministres. Le parlement est formé par deux chambres : le Sénat, composé de 27 sièges, et la Chambre des députés, composée de 130 sièges.

La loi des groupes citoyens et peuples indigènes, promulguée le 6 juillet 2004, a mis fin au monopole des partis politiques pour les principales élections du pays. Elle autorise des groupes de citoyens (*Agrupaciones ciudadanas*) et les peuples indigènes à présenter des candidats lors des scrutins municipaux, départementaux et nationaux.

Les neufs départements boliviens se sont vu accorder une autonomie accrue avec la loi de décentralisation de 1995. Cette autonomie s'est encore accentuée avec la loi, adoptée sous le gouvernement Meza, instituant l'élection des préfets à la tête du département. Réclamée par les mouvements autonomistes des départements de l'ouest, cette réforme a donné lieu aux premières élections préfectorales le 18 décembre 2005. Le MAS (*Movimiento Al Socialismo*) n'a obtenu que trois des neuf postes de préfets. L'opposition au pouvoir central s'est, depuis cette élection, manifestée au niveau administratif intermédiaire des départements, générant de vives tensions.

Les villes boliviennes sont dirigées par des maires et des conseils élus pour cinq ans. La dernière élection municipale a eu lieu le 5 décembre 2004.

La Bolivie fait partie de la Communauté andine.

Départements

La Bolivie est divisée en 9 départements.

- Département de Beni
- Département de Chuquisaca
- Département de Cochabamba
- Département d'Oruro
- Département de La Paz
- Département de Pando
- Département de Potosí
- Département de Santa Cruz
- Département de Tarija

Géographie

La Bolivie est composée de deux régions géographiques bien distinctes. L'ouest est traversé par deux cordillères d'orientations nord-sud qui bordent un vaste plateau, l'*Altiplano*, c'est dans cette région que vit la majeure partie des Boliviens. La Cordillère occidentale, aride, abrite quelques sommets majestueux comme le Nevado Sajama qui avec ses 6 542 mètres est le point culminant de la Bolivie. Le haut plateau est bordé au nord-est par la Cordillère royale où l'on peut admirer entre autres le Nevado Illimani et l'Illampu et où s'abrite la ville de La Paz. Les massifs de la Cordillère orientale abritent des vallées humides et possèdent des contreforts recouverts de forêts.

À l'est s'étendent de vastes plaines alluviales qui bénéficient d'un climat tropical. Le nord de ces terres basses appartient au bassin amazonien et est en grande partie recouvert de forêt. Plus au sud, les terres font parties du bassin du Río Paraguay, les terres y sont davantage défrichées.

Parmi les curiosités géographiques du pays, on peut citer le lac Titicaca, située à cheval entre le Pérou et la Bolivie qui est le



Vue satellite de la Bolivie, on y distingue les Andes à l'ouest avec le Salar de Uyuni et le lac Titicaca.

plus haut lac navigable du monde. Sa vaste étendue permet un microclimat clément sur ses rives qui furent le berceau de la civilisation Tiwanaku ; le Salar de Uyuni, situé à l'ouest du pays, sur le sud de l'Altiplano dans le département de Potosí, est la plus grande étendue de sel au monde. On peut aussi admirer la cordillère Royale qui abrite de majestueux sommets enneigés, le Parc des volcans, où l'on peut observer le Nevado Sajama et les Bañados de Izozog.

Parmi les grandes villes, on peut citer La Paz, en très haute altitude, très marquée par la culture Aymara, Sucre, surnommée le "Paris des Andes" pour ses richesses architecturales, Santa Cruz de la Sierra, la grande ville de l'orient bolivien, Cochabamba, ville carrefour, surnommée parfois le "Vatican des Andes".

Frontières terrestres

- 3 400 km avec le Brésil
- 900 km avec le Pérou
- 861 km avec le Chili
- 832 km avec l'Argentine
- 750 km avec le Paraguay

Types de paysage

On retrouve en Bolivie les paysages montagneux de la Cordillère des Andes, mais aussi des paysages de plateau d'altitude, avec l'Altiplano. Au Sud, la "banque de sel" offre un paysage lunaire. On y découvre aussi lagunes, volcans et canyons. Dans la région de l'Orient, au Nord-Est, un paysage de plaines débouche sur la forêt amazonienne, à la frontière avec le Brésil²⁹.

Climat

Le climat bolivien est subtropical : chaud et humide. Mais ses conditions climatiques sont variées en raison d'altitudes diverses. En haute altitude, comme dans les Andes, le climat est froid, sec et venteux alors qu'en plaine il est humide et plus doux. Les températures moyennes annuelles se situent entre 8°C dans l'Altiplano et 26°C dans les plaines orientales où elles varient peu tout au long de l'année.

Les écarts thermiques peuvent être très importants. Sur l'Altiplano à 4 000 mètres d'altitude et à La Paz notamment, lors de la saison chaude (de novembre à mars) la température atteint facilement 19°C au meilleur de la journée, puis chute au fil des heures, atteignant des valeurs négatives en soirée. Dans les vallées intermédiaires situées en moyenne à 2 500 mètres d'altitude, comme par exemple la vallée de Cochabamba, les températures moyennes sont de 18-19 degrés. C'est ce qui donne la réputation de « printemps éternel » à cette région. Les écarts diurnes-nocturnes sont encore plus grands ici, les températures peuvent être parfois légèrement négatives en hiver et atteignent 27 à 30 degrés au meilleur de la journée (12h-16h). L'été cet écart se réduit à 14 et 30 degrés. Dans la partie orientale le climat est subtropical. La pluviométrie importante engendre une végétation luxuriante. L'été, l'humidité relative est très haute, parfois même étouffante. L'hiver (juin-août) est moins humide mais il est parfois rafraîchi par des vents froids venus de la Patagonie appelés *surazos* qui font chuter la température à 12 degrés et le froid est plus pénétrant à cause de l'humidité.

Économie

La Bolivie a été longtemps l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Elle a réalisé de grandes réformes libérales dans les années 1990. Ainsi, le président Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) a notamment signé un traité de libre-échange avec le Mexique, et a adhéré au Mercosur en tant que membre

associé. En outre, ce président a privatisé la compagnie aérienne, l'entreprise de téléphonie, les chemins de fer, l'entreprise d'électricité, ainsi que l'entreprise de pétrole.

La croissance du PIB a ralenti en 1999, en partie en raison d'une politique budgétaire d'austérité. Ces restrictions freinèrent la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté. Ce ralentissement s'explique aussi en partie par les retombées de la crise asiatique.

Des troubles sociaux, connus sous le nom de guerre de l'eau, éclatèrent en 2000 à Cochabamba en raison de la privatisation de la gestion de l'eau de la ville et en 2005 pour des raisons identiques à El Alto, dans la banlieue de La Paz.

En 2000, la croissance du PIB ne fut pas supérieure à 2,5 %. Le PIB n'a pas progressé en 2001 en raison du ralentissement de l'économie mondiale et de la faiblesse de l'activité nationale. Le déficit public s'élevait à 8,6 % en 2002.

L'économie du pays dépend beaucoup de l'aide apportée par les pays étrangers. En particulier, les États-Unis participent en 2005 à 10 % du PIB de la Bolivie, dans le cadre du programme d'éradication de la coca car bien que la production globale ne soit pas connue officiellement, la Bolivie est considérée comme le troisième fournisseur de feuilles de coca après la Colombie et le Pérou.³⁰

La Bolivie possède une importante dette extérieure.

Les importations proviennent principalement du Brésil (40 %), des États-Unis (13,9 %), de la Colombie (8,7 %), du Pérou (6,3 %) et du Japon (4,5 %) (données de 2004). Ses exportations vont principalement vers le Brésil (33,9 %), les États-Unis (12,7 %), la Colombie (11,8 %), le Venezuela (11,6 %), le Pérou (5,1 %) le Japon (4,2 %) (données de 2004).

Les principaux produits exportés sont le gaz naturel, le soja et ses dérivés, le pétrole, le zinc et l'étain. La Bolivie détient derrière le Venezuela les secondes réserves de gaz naturel d'Amérique du Sud (740 milliards de mètres cubes, selon la compagnie pétrolière BP)³¹. Durant près de trente ans, l'Argentine était l'acheteur quasi-exclusif du gaz bolivien mais les ventes à destination du Brésil sont en croissance rapide depuis 1999³². L'un des problèmes principaux que rencontre le pays pour nouer de nouvelles relations commerciales et exercer une totale souveraineté sur ses exportations d'hydrocarbures tient dans son enclavement, consécutif à la guerre du Pacifique (1879-1884) contre le Chili.

Vingt-six compagnies gazières ou pétrolières multinationales travaillent en Bolivie, dont :

- Petrobras (Brésil)
- Repsol YPF (Espagne)
- Total (France)
- British Gas (Royaume-Uni)
- Royal Dutch Shell (Pays-Bas)

Le 1^{er} mai 2006, la Bolivie a nationalisé l'ensemble de son activité pétrolière, industrie qui sera gérée par la compagnie pétrolière publique YPFB³³.

Encore inexploitée pour l'instant, le pays recèlerait la moitié des réserves mondiales de lithium, élément privilégié des batteries modernes, notamment dans le désert d'Uyuni³⁴.

Démographie

La population de la Bolivie est évaluée en juillet 2007 à 9 119 152 habitants. Elle est composée à 55% d'Amérindiens (30% Quechua et 25% Aymara), à 30% de métis, et à 15% d'Européens blancs.

Culture

La culture bolivienne a été fortement influencée par les Quechua, les Aymaras, ainsi que par la culture de l'Amérique Latine dans son ensemble.

Le développement culturel est divisé en trois périodes distinctes : précolombien, colonial et républicain. D'importants vestiges archéologiques, des ornements d'or et d'argent, des monuments de pierre, des céramiques, des tissages encore présents aujourd'hui viennent de plusieurs cultures précolombiennes. On peut citer comme vestiges importants Tiwanaku ou Samaipata. Le pays regorge d'autres sites qui sont difficiles à atteindre et qui ont peu subi d'explorations archéologiques³⁵.

Le sport national est le football, le baby-foot étant aussi très populaire.

Musique

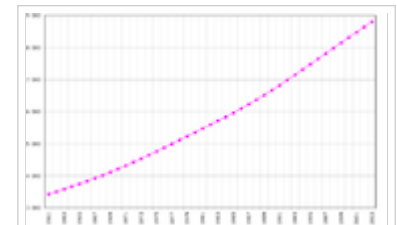
Codes

La Bolivie a pour codes :

- .bo, selon la liste des Internet TLD (Top level domain),
- BO, selon la norme ISO 3166-1 (liste des codes pays), code alpha-2,
- BL, selon la liste des codes pays utilisés par l'OTAN, code alpha-2,
- BOL, selon la norme ISO 3166-1 alpha-3 (liste des codes pays),
- BOL, selon la liste des codes pays du CIO,
- BOL, selon la liste des codes internationaux des plaques minéralogiques,
- BOL, selon la liste des codes pays utilisés par l'OTAN alpha-3,
- CP, selon la liste des préfixes OACI d'immatriculation des aéronefs,
- SL, selon la liste des préfixes des codes OACI des aéroports,

Notes et références

- ↑ La Paz est la ville où siège le gouvernement, souvent considérée comme la capitale administrative *de facto* de la Bolivie. Sucre est la capitale inscrite dans la Constitution.
- ↑ http://hdrstats.undp.org (http://hdrstats.undp.org/countries/country_fact_sheets/cty_fs_BOL.html)
- ↑ Christian Rudel, *La Bolivie*, Karthala, Paris, 2006, p. 82.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 93.
- ↑ Les conditions de vote (savoir lire et écrire, bénéficier d'un certain niveau de revenu) limitèrent par exemple en 1888 le corps électoral à 32 000 inscrits sur 1,7 millions d'habitants. Rudel, *La Bolivie*, p. 110.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 96.
- ↑ Christian Rudel, p. 99. Pas moins de 100 000 victimes sont à dénombrer dont 65 000 du seul côté bolivien, Rudel, *La Bolivie*, p. 104.
- ↑ Christian Rudel, *La Bolivie*, p. 97.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 111.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 112.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 114.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 118.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 123.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 126.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 133 et s.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 144.
- ↑ Rudel, *La Bolivie*, p. 147.
- ↑ Hervé Do Alto et Franck Poupeau, « Affrontements autour de la nouvelle Constitution : « Révolution hors la révolution » en Bolivie », dans *Le monde Diplomatique*, Février 2008, p. 18-19.
- ↑ « Evo Morales nationalise les hydrocarbures boliviens », *Le Monde*, 2 mai 2006.
- ↑ Daniel Dory, « Polarisation politique et fractures



Évolution de la démographie entre 1961 et 2003 (chiffre de la FAO, 2005). Population en milliers d'habitants.

- territoriales en Bolivie », *Hérodote*, 4^e trimestre 2006, n°123, p. 82.
21. ↑ *Ibid*, p. 86.
 22. ↑ AFP, « Mobilisation internationale pour sortir la Bolivie de la crise politique », 5 avril 2008.
 23. ↑ *Un país dividido aprueba la nueva CPE con el 58,7%* (http://www.la-razon.com/versiones/20090126_006619/nota_249_752935.htm) (en Spanish), *La Razón* (2009-01-26). Consulté le 2009-01-26.
 24. ↑ « Santa Cruz met la pression sur Morales », *Le Soir*, 6 mai 2008, p. 13.
 25. ↑ « La Bolivie risque d'éclater », *La Presse*, 15 mai 2008, p. A20.
 26. ↑ <http://www.vicpresidencia.gob.bo/Portals/0/documentos/Resultados%20Referendum%20Revocatorio%20-%202008.pdf>
 27. ↑ Ipsos, http://www.la-razon.com/versiones/20080811_006361/nota_249_649342.htm
 28. ↑ Non cité, <http://www.eldeber.com.bo/2008/2008-08-10/index.php>
 29. ↑ <http://www.geo.fr/voyages/guides-de-voyage/amerique/bolivie>
 30. ↑ La Bolivie devient un narco-État (http://www.cf2r.org/fr/actualite/notes_actualite_31.php) , Alain Rodier, mars 2006
 31. ↑ Chiffres de 2006. Cité in Silvina Cecilia Carrizo et Sébastien Velut, « L'énergie dans le Mercosur », *Hérodote*, , n°123, 4^e trimestre 2006, p.90.
 32. ↑ *Ibid*, p. 102.
 33. ↑ *Amérique latine: la fronde contre les compagnies pétrolières s'intensifie* (<http://www.ledevoir.com/2006/05/02/108156.html>) - *Le Devoir*, 2 mai 2006
 34. ↑ http://www.lemonde.fr/planete/article/2008/10/07/les-ressources-limitées-de-lithium-pourraient-freiner-l-essor-des-voitures-electriques_1103972_3244.html Les ressources limitées de lithium pourraient freiner l'essor des voitures électriques, *Le Monde*, 7 octobre 2008
 35. ↑ Background Note: Bolivia (<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35751.htm>)
- Joëlle Chassin et Denis Rolland (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Ce document provient de « <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bolivie> ».

Dernière modification de cette page le 24 novembre 2009 à 03:22.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l'identique ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.